

Un fait important de notre histoire syndicale : le soutien à Solidarnosc

Peut-être dois-je aussi évoquer un événement très éloigné des préoccupations corporatives des travailleurs de la presse parisienne mais dont les conséquences pour le Syndicat des correcteurs se révélèrent très importantes dans les années quatre-vingt. Je veux parler du coup d'Etat contre Solidarité en Pologne, le 13 décembre 1981, et du soutien hypocrite et gêné que lui apportèrent la direction de la CGT et les militants communistes.

Dès le lundi matin qui suivit l'instauration de la loi martiale par le général Jaruzelski, plutôt que de me rendre au bureau de l'Inter, boulevard Blanqui — plus par exaspération indignée que par raison et aussi pour éviter les échanges d'injures préjudiciables à l'unité — je téléphonai de la Bourse aux Syndicats de l'ONIC et de l'INSEE pour connaître leur sentiment¹.

Après moult échanges de vues et contacts, nous décidâmes de constituer, avec la Fédération des officiers de marine, un collectif demandant que le bureau confédéral change sa position et exige que les syndicalistes polonais soient libérés. Nous baptisâmes notre initiative Comité CGT pour Solidarité, dont le siège et la boîte postale se trouvaient dans notre local syndical, et nous lançâmes une pétition que nous nous proposons d'adresser au bureau confédéral afin qu'il révisât ses positions.

Que le lecteur d'aujourd'hui se rassure : je lui épargnerai le détail de l'affaire ; simplement, je lui signalerai que toute cette agitation — mot d'ordre de grève de solidarité avec les emprisonnés lancé par le Syndicat des correcteurs, seul dans l'Inter ; appels aux manifestations, obtention de 10 000 signatures de cégétistes ; meeting de plus de 2 500 personnes à la Bourse de Paris — renforça sérieusement notre crédibilité dans toute l'organisation syndicale et auprès de l'opinion publique, qui découvrit alors notre existence.

Enfin, les rapports personnels entre militants évoluèrent. Qu'on me permette une dernière anecdote, combien instructive et piquante. Les camarades du Parti, en application de la bonne vieille tactique de la diversion, tenteront durant tout l'hiver de 1982 de détourner l'attention de la Pologne en lançant initiatives et manifestations — au demeurant entièrement justifiées — pour protester contre l'interdiction, en Turquie, d'un syndicat de gauche,

accompagnée d'exactions de masse, bien dans les mœurs militaires turques. Avec leur habituelle bonne foi, lesdits camarades suggéreraient plus ou moins explicitement que ceux qui soutenaient Solidarité approuvaient le massacre de la gauche turque. Nous avions décidé — correcteurs, ONIC, INSEE, Officiers de marine, etc. —, pour contrebattre de telles insinuations, d'être présents, avec nos badges de soutien à Solidarité, au plus grand nombre possible de manifestations de la CGT en soutien aux syndicalistes turcs, manifestations auxquelles beaucoup de militants du Livre participaient.

Mais nous dûmes, sur le plan pratique, affronter un handicap à première vue insurmontable : l'annonce des lieux et dates passait en priorité par les canaux du PCF et nous risquions, nous autres pauvres syndicalistes sans parti, de n'être informés qu'après coup... Par bonheur, un permanent de Blanqui me fournit, dès les premiers jours, les renseignements nécessaires à notre présence ; il s'agissait de Roger Lancry, secrétaire du Comité inter presse, qui souhaitait, sans doute, maintenir un honnête équilibre entre les « sensibilités »² !

On pourrait conclure cet aparté en rappelant qu'au congrès suivant, à Lille, Henri Krasucki adoucit quelque peu la position du bureau confédéral dans sa réponse aux interventions. Il ne demanda pas de sanction contre ceux qui, en fait, s'étaient trouvés anticiper les positions d'indépendance que la CGT prendra plus tard. Combien la CGT a-t-elle perdu d'adhérents du fait de ses crispations poststaliniennes, celle-là et quelques autres ? Peut-être plusieurs centaines de milliers. Les membres du bureau confédéral de cette époque sont-ils capables de s'expliquer là-dessus aujourd'hui³ ?

1. Nous nous étions rencontrés, en 1978, au congrès confédéral de Grenoble.

2. Un soir, sous une pluie battante, nous étions quelques-uns devant l'ambassade de Turquie, abrités sous des parapluies. Soudain, une grosse berline s'arrête devant notre groupe ; un homme vêtu d'un pardessus en sort et me tend une main que je serre avec conviction. Un camarade, proche de moi, me murmure à l'oreille : « Demain, toute la presse parisienne va savoir, fais-moi confiance, que tu viens de serrer la main de Massimo Gremetz... »

3. J'ajouterais que l'appareil intermédiaire de la Confédération avait, en de nombreux endroits, « fait le ménage » ; un nombre considérable de sections et de militants furent exclus sans autre forme de procès que l'envoi de lettres recommandées. Beaucoup d'entre eux allèrent rejoindre la gauche de la CFDT, contre laquelle, plus tard, M^{me} Notat déclencha son foudre exterminateur ; elle avait oublié que ceux qu'elle expulsait avaient soutenu ses camarades de tendance en Pologne. Etonnez-vous que tous ces braves gens maintenant se retrouvent à SUD ou à la CNT ! Et si on leur parle de retour, d'une politique de réduction de l'effritement syndical, parce qu'aujourd'hui la CGT ou la CFDT seraient plus indépendantes et plus démocratiques, ça ne les convainc pas vraiment...

Chambre typo. J'avais assez bien connu, pendant le conflit du *Parisien*, le nouveau secrétaire presse de la Chambre typo, Jean-François TRENAY ; il semblait que nous pourrions travailler ensemble...

Diplomatie aidant — il m'arrive d'être diplomate, savez-vous — nous réussîmes, sous la houlette attentive de LANCRY, à fonctionner ensemble...

Quelques exemples concernant la nouvelle division du travail :

1. La création du *Sport*

Dans le projet original du nouveau quotidien sportif, il n'y avait pas de correcteurs, la correction aurait été effectuée par les secrétaires de rédaction.

Plusieurs réunions eurent lieu avant qu'il soit admis par la direction que la correction était nécessaire — l'appui du secrétaire de l'Inter fut décisif ; d'ailleurs je crois bien me souvenir qu'on commençait à parler, à cette époque, du principe selon lequel, lors de la modernisation, devait se trouver

représentée dans toute nouvelle configuration chacune des catégories de l'Inter. En conséquence, nous obtînmes deux ou trois postes de travail de correcteur intégrés à la rédaction.

Il ne fait pas de doute que l'orientation qui consistait à nous évacuer du Livre, de la préparation, était soutenue par les typos, peut-être même avait-elle été suggérée par ces derniers au patron du *Sport*, un neveu de BOUYGUES complètement déboussolé dans cette affaire de corporatismes antagonistes. Et, facteur aggravant, la direction technique était assurée par l'ancien P-DG de Typo-Elysées, typo d'origine qui venait d'être évacué par les typos communistes de sa responsabilité dans cette boîte !

Nous sauvâmes le coup grâce à l'appui du secrétaire de l'Inter et des rotos qui appuyèrent notre revendication d'une correction, même à la rédaction.

2. Le travail « en trèfle » à *France-Soir*

Une autre affaire du même genre se produisit à *France-Soir* vers 1987. Les typos de la boîte, cornaqués par un militant typo très actif dans l'entreprise et à la Chambre typo,